

## II - RESUME DU DOSSIER 01/22

La requérante écrit sur les conseils d'un syndicat de psychologues à propos de la psychothérapie de sa fille, âgée de 21 ans. La prise en charge par le psychologue qui dure depuis une année est consécutive à une épilepsie (forme grave, pharmaco-résistante) finalement soignée par un traitement neurochirurgical. Selon la lettre de la requérante la prise en charge psychologique ne s'est pas déroulée de façon satisfaisante (conflits financiers avec le psychologue puis accusations réciproques et dépôts de plaintes contre le psychologue pour chantage et abus de faiblesse) et les résultats obtenus seraient catastrophiques (bouffées délirantes de la patiente).

La situation, complexe et confuse depuis le début, se termine par beaucoup de souffrance pour la patiente. La famille, par la voix de la mère, croit de son devoir de signaler les faits à la Commission. Elle demande à la Commission de faire ce qui est en son pouvoir pour « savoir nous en sommes arrivés là ». Des plaintes ayant été déposées devant les autorités compétentes, certains aspects du dossier relèvent des procédures pénales ordinaires et la Commission n'en fera donc pas mention.

La chronologie des événements établie sur les seuls dires de la requérante a servi de fil directeur à la Commission pour analyser la conformité des pratiques du psychologue avec les exigences du Code de déontologie. Il est ainsi possible d'organiser les questions de la requérante (mère de la patiente) auxquelles la C.N.C.D.P peut répondre. :

### 1. Question concernant le début de la thérapie et son règlement financier :

- la pratique d'un psychologue qui s'engage à établir au début de la thérapie un dossier d'entente préalable de prise en charge par la Sécurité Sociale, tout en refusant les documents médicaux fournis par la famille puis qui empêche cette famille d'intervenir dans le suivi de ce dossier et réclame néanmoins le paiement des actes sans accord préalable respecte-t-il le Code de déontologie ?



2. Questions concernant le déroulement de la thérapie :

- le psychologue peut-il exercer des pressions pour obtenir de la part de sa patiente :

- a) une rupture avec son milieu familial ?
- b) le dépôt d'une plainte contre son père ?
- c) des attouchements sexuels lors des séances ?

- le psychologue peut-il exercer des menaces de signalement envers ses parents ?

3. Questions concernant les actions du psychologue au moment du conflit ayant conduit à l'interruption de la thérapie :

a) le psychologue peut-il s'opposer à la contre-expertise souhaitée par les parents et le médecin de famille ?

b) le psychologue peut-il refuser de restituer à la patiente les documents neurologiques et le dossier judiciaire qu'elle lui avait confié ?

La lettre est accompagnée du descriptif publicitaire des types de consultations effectuées au cabinet où la personne mise en cause exerce en tant que « psychologue clinicien - psychopathologue - psychanalyste ». Aucun document émanant de la patiente ou du psychologue n'est joint au dossier.

### III AVIS DE LA COMMISSION

Comme le rappelle le préambule ci-dessus la Commission ne peut être saisie que de questions portant sur la déontologie des psychologues. Il n'est pas dans ses missions de préconiser des sanctions dans les dossiers qu'elle traite.

Au vu des informations données par la requérante et sous réserve que la personne mise en question puisse se prévaloir de l'usage du titre de psychologue, la Commission observe des manquements plus ou moins graves au Code de déontologie des Psychologues.



1. S'agissant de la constitution et le suivi du dossier de prise en charge d'une psychothérapie par les organismes sociaux, le Code n'aborde pas directement cette question technique. La démarche incombe néanmoins d'ordinaire à l'assuré social qui s'appuie sur les justifications fournies par le soignant. L'information concernant la constitution du dossier qui a été donnée à la famille par le psychologue devait néanmoins respecter le principe qui veut que « *Le psychologue a un devoir de probité dans toutes ses relations professionnelles* » (Titre I-4).

Sur l'aspect financier, indépendamment de la procédure de prise en charge déjà évoquée, il peut être rappelé qu'« *avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement de ceux qui le consultent ou participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il les informe des modalités, des objectifs et des limites de son intervention* » (Article 9). Il n'y aurait donc pas lieu de réclamer a posteriori quoique ce soit qui n'ait fait l'objet d'un accord préalable.

2. Relativement aux questions concernant le déroulement de la thérapie, à savoir les diverses pressions exercées par le psychologue, la Commission rappelle tout d'abord que « *le psychologue n'utilise pas de sa position à des fins personnelles, de prosélytisme ou d'aliénation d'autrui* » (Art. 11) et que sa mission fondamentale est « *de faire reconnaître et respecter la personne dans sa dimension psychique* » (Art. 3). Il dispose d'une autonomie technique (Art. 5 et 6) qui a pour contrepartie sa responsabilité : « *Dans le cadre de ses compétences professionnelles, le psychologue décide du choix et de l'application des méthodes et techniques psychologiques qu'il conçoit et met en oeuvre. Il répond donc personnellement de ses choix et des conséquences directes de ses actions et avis professionnels* » (Titre I-3). Le psychologue est donc seul juge de ses appréciations concernant la rupture avec le milieu familial et du bien-fondé du dépôt d'une plainte de la patiente envers son père mais il en porte la responsabilité. A propos des agissements dans le domaine sexuel, en plus des dispositions de la loi commune, le Code de déontologie peut fonctionner comme un outil aggravant en vertu des Articles 3 et 11 précités.



3. En ce qui concerne les questions se rapportant aux pratiques du psychologue dans la gestion du conflit ouvert avec la famille et des répercussions sur sa patiente :

a) l'opposition du psychologue à une contre-expertise par un confrère ou un collègue est nettement contraire à au moins deux articles du Code. Celui-ci stipule, en effet , que « *dans toutes les situations d'évaluation, quel que soit le demandeur, le psychologue rappelle aux personnes concernées leur droit à demander une contre-évaluation* » (Art.9) et que « *le psychologue peut éclairer sa décision en prenant conseil auprès de collègues expérimentés* » (Art.13).

b) la restitution par le psychologue des documents personnels ou professionnels qui lui ont été confiés dans le cadre d'une thérapie est impérative. Dans tous les cas la confidentialité et le secret professionnel doivent être respectés (Art.13, 14 et 15).

#### **IV - CONCLUSION**

De confus et complexe à l'origine le différend entre la famille et le psychologue est devenu gravement conflictuel et requiert maintenant une expertise judiciaire pour être clarifié. La Commission relève pour sa part plusieurs erreurs techniques et manquements au Code de déontologie. Le fait qu'il s'agisse d'une psychothérapie ne change pas fondamentalement le problème. Un psychothérapeute qui exerce en tant que titulaire du titre de psychologue est astreint à respecter les règles déontologiques de la profession de psychologue, notamment en matière de respect de la vie psychique des patients, probité, qualité scientifique de son intervention. Cela vaut pour tous les patients qu'ils soient adultes et indépendants ou « majeurs protégés ».

**Fait à Paris le 19 janvier 2002**

**Pour la CNCDP,**

**Le Président**

**Vincent ROGARD**